

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 6 au 21 mai 2016 > n° 21 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

La médecine de demain

Chirurgie robotisée, thérapie génique, soins connectés... Une révolution technologique souffle dans les hôpitaux et soulève des questions éthiques

Hautepierre : seconde chance pour le club de football

La nouvelle équipe dirigeante souhaite redynamiser et rendre attractif un club aux finances assainies et mieux sécurisé.

La section football du Club sportif de Hautepierre (CSH) veut repartir de zéro. Créée au début de la saison 2005-2006, elle souhaite se détacher du CSH et devenir autonome. Le nom du club n'est pas encore connu, mais l'objectif est clair : attirer toutes les catégories de jeunes du quartier. Le lancement est espéré pour septembre prochain.

« Il faut un club de foot important dans un quartier jeune comme Hautepierre », affirme Zakaria Hosni, président depuis 2014. Lors de son arrivée à la tête du club, celui qui deviendra vice-président dans le prochain comité s'est attaché à l'assainir. Les comptes ont d'abord été rééquilibrés. Puis, il a fallu régler les problèmes de fréquentation des installations du parc des sports. Pour faire cesser les trafics, l'accès aux vestiaires, au club house et aux terrains a été sécurisé. Désormais, les grilles qui entourent le complexe restent fermées en dehors des heures d'entraînement. Sur le terrain aussi, la situation s'est calmée. Alors que le CSH avait mauvaise réputation auprès des autres équipes, aucun joueur n'est passé en commission de discipline depuis deux ans.

Rapatrifier les bons joueurs

C'est Salah Koussa qui prendra la tête de la nouvelle structure : « N'avoir que trois équipes de jeunes comme actuellement (ndlr : débutants, 11 ans et 13 ans), ça n'est pas normal. « Il y a plus de 5000 jeunes de moins de 25 ans sur le quartier et seulement une cinquantaine sont au club de foot », regrette Serge Oehler, adjoint au maire en charge des sports et délégué de quartier pour Hautepierre. Conséquence, selon Said Mazraoui, un des entraîneurs du club, « tous les bons jeunes joueurs du quartier vont à Cronembourg, Koenigshoffen ou ailleurs ». Dans leur quête de renouveau, les garçons peuvent prendre exemple sur les



Grégoire Alcalay/Cuej

filles. Une section féminine a été lancée cette saison et, depuis la fin 2015, une vingtaine de filles s'entraînent deux fois par semaine. Toutes n'habitent pas à Hautepierre. Certaines font le déplacement depuis Neudorf et des quartiers limitrophes. De plus, en septembre, les joueuses du Football club Montagne-Verte devraient rejoindre le nouveau club.

Le prix de l'indépendance

Pour accueillir les 150 à 200 jeunes, objectif que s'est fixé le club pour la saison prochaine, un encadrement à la hauteur est nécessaire, en qualité et en quantité. « A moyen terme, on aura besoin d'une dizaine d'éducateurs qualifiés pour toutes les catégories d'âge », précise Said Mazraoui. Or, aujourd'hui, « il n'y a pas d'encadrement suffisant, tant au niveau sportif qu'administratif », souligne Claude Schneider, président du CSH.

Si le football quitte le giron du club omnisport, il devra assurer lui-même la gestion du budget et les démarches pour obtenir les subventions. Salah Koussa compte faire appel au mécénat et démarcher les entreprises basées à Hautepierre. A l'heure actuelle, la section football perçoit 3000 euros de subventions reversées par le CSH.

Créée en octobre 2015, l'équipe féminine de football de Hautepierre n'est pas encore reconnue par la Ligue d'Alsace.

150

à 200 jeunes. C'est l'objectif pour la prochaine saison.

2004

année de création du Club Sportif de Hautepierre.

Une somme qui a permis d'éponger le déficit de l'année dernière.

Autre souci : les infrastructures du parc des sports. Les vestiaires et le club house auraient besoin d'un rafraîchissement. « Il y a des infiltrations et le chauffage ne marche pas bien », remarque Said Mazraoui. L'entraîneur compte sur la Ville de Strasbourg afin d'assurer les travaux. Serge Oehler ne dit ni oui ni non : « Il y a une évaluation technique à faire et on verra en fonction des coûts. »

Quant aux terrains, un en herbe qui n'est pas éclairé et un en terre battue, difficile de s'y entraîner le soir en hiver. La terre battue devrait être remplacée par un gazon synthétique, mais pas avant 2017. Ce nouvel outil sera cependant mutualisé avec le Rugby club de Strasbourg, qui évolue en Fédérale 1. Les deux clubs devront donc s'entendre pour la gestion des plages horaires.

Salah Koussa se donne quatre ans pour réaliser le projet. La section football du CSH tient peut-être là une dernière occasion d'engager le club dans une nouvelle dynamique. A l'inverse, si le projet venait à échouer, le football à Hautepierre serait à nouveau marginalisé.

**Grégoire Alcalay
Anthony Halpern**

Nouvel accord pour Django

Repris par l'association BeCoze, la gestion de l'espace culturel du Neuhof fait peau neuve et tente d'accorder plus de place aux cultures urbaines.

Changement d'ère à l'espace Django Reinhardt au Neuhof. Depuis janvier, une nouvelle direction a pris les rênes de la salle inaugurée en 2010.

Un mois plus tôt, le dossier bâti autour des musiques actuelles, et porté par l'association culturelle BeCoze, avait été retenu par un jury composé de représentants des collectivités et d'associations du quartier. Un groupe de trentenaires est catapulté au sud de la ville pour récupérer les clés de cette salle de spectacle de 350 places debout et 160 assises, accolée à une école de musique et à une médiathèque.

Une équipe expérimentée

Pierre Chaput, spécialiste de l'ingénierie culturelle et ancien de l'Ogaca (Organisme de gestion des associations culturelles d'Alsace), prend la direction. A la programmation, on trouve Benoît Van Kote qui a officié aux Nuits européennes et au Camionneur. Pour les épauler, Mourad Mabrouki occupe un poste dédié à la médiation afin de mieux ancrer le lieu dans son territoire. « Il faut ouvrir la salle au quartier, la désacraliser. Pour que les gens s'y sentent bien et n'aient pas peur d'y entrer », explique celui qui occupait un poste similaire au Point d'Eau, à Ostwald.

Marie Amalfitano, de l'association Lupovino qui s'occupe des personnes nomades sédentarisées au Polygone, ne cache pas son enthousiasme : « La programmation de l'ancienne équipe

était excellente, mais elle ne faisait pas assez de place aux cultures urbaines. Chez nos jeunes, il y a du répondant pour ce qu'ils vont proposer ». Selon elle, « la nouvelle équipe hérite d'un très beau lieu, mais qui était un peu désincarné ».

300 000 euros de subvention

Située au terminus du tram C, la salle était jusque-là exploitée en régie directe par la Ville et vient de passer au conventionnement. « C'est une volonté de l'adjoint à la Culture de revoir la manière d'administrer le spectacle vivant », explique Aymée Rogé, directrice culturelle de Strasbourg. Elle dément que la Ville ait souhaité se désengager. Mais pour un membre de l'ancienne équipe, le coût était bien un des éléments pris en compte par la municipalité dans le choix du porteur de projets. La convention d'objectifs et de moyens qui liera BeCoze à la Ville devrait être présentée en conseil municipal avant l'été, avec à la clé, une subvention municipale annuelle à la salle de l'ordre de 300 000 euros. A charge pour l'équipe de Pierre Chaput de trouver d'autres financements via notamment le partenariat ou le mécénat.

Ce changement de statut et d'équipe implique aussi beaucoup de démarches. « Il a fallu reprendre les contrats à notre nom, explique Benoît Van Kote, trouver un prestataire, que l'on a tenu à recruter dans le quartier, pour l'entretien du lieu ». Un site a également été créé afin de mettre en place une billetterie

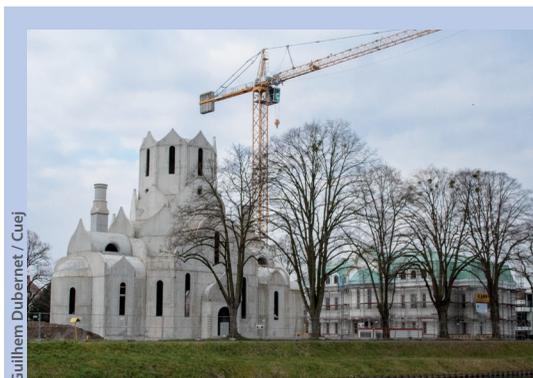


Arnaud Richard / Cuej

■ **La nouvelle équipe de l'espace Django Reinhardt espère accueillir au moins dix spectacles avant juillet.**

en ligne, quand il fallait auparavant se déplacer soit au Neuhof ou à l'Eurométropole pour acheter ses places. La nouvelle équipe devra faire aussi bien que la précédente qui affichait un taux de remplissage de 80% pour une vingtaine de spectacles annuels autour des musiques du monde. L'austère hall de l'espace Django Reinhardt, « qui fait un peu garage », selon Mourad Mabrouki, sera bientôt mis en valeur par le collectif d'architectes visuels Avexciters. Dans l'espoir de convaincre davantage de riverains de pousser la porte de Django.

Arnaud Richard



Guilhem Dubernet / Cuej

Sacrée église pour les orthodoxes

Il lui manque ses multiples toits verts en pointes, ses bulbes dorés et ses fenêtres. La nouvelle église russe orthodoxe n'est encore qu'une carcasse de béton. Entamé en 2014, le chantier doit s'achever cette année. À côté, le centre culturel de trois étages est déjà quasiment terminé. La municipalité de Strasbourg a cédé un terrain de 50 ares à la communauté russe orthodoxe qui revendique « des milliers de Russes, d'Ukrainiens [...] de tradition orthodoxe » dans la région, selon son site internet. Coût annoncé du projet : 4 millions d'euros financés sans subvention publique.

Guilhem Dubernet

Quartier d'affaires cherche locataires

Au Wacken, la première tranche du projet sort de terre. Livraison des bureaux et des logements haut de gamme en 2020. Mais les entreprises se font attendre.

Six années ont été nécessaires pour que le premier coup de pioche soit donné. Pensés en 2008, c'est seulement depuis fin 2014 que les travaux du quartier d'affaires situé au pied du Parlement européen ont débuté avec la destruction de la patinoire, puis du Palais des expositions.

« Relancer le rayonnement de Strasbourg à l'international et en tant que capitale européenne », tel est le maître-mot d'Eric Dussier, directeur de projet Mission Wacken Europe. Une renommée qui passe par la création d'un quartier d'affaires. Au total, 105 000 m² seront construits sur quatre hectares. Des bâtiments réservés aux logements et aux bureaux ainsi que des hôtels sont prévus. La vocation de certains espaces reste à définir, ils pourraient accueillir une crèche et un restaurant. Cette première tranche devrait être finalisée à l'horizon 2020 pour un coût total d'aménagement de 8,5 millions d'euros. Une deuxième tranche pourrait lui succéder, dont la superficie dépendra du sort de la salle de basket du Rhénus.

149 000

m² de bureaux étaient vacants dans Strasbourg en 2015, selon la société de conseil CBRE

■ Oslo architectes et le cabinet AEA ont réalisé les plans du lot 1 qui accueillera 150 logements et 27 000 m² de bureaux.

Pour Eric Dussier, les expériences de Lyon avec la Tour Incity qui abrite des bureaux de la SNCF et de Nantes et de son quartier Euronantes qui accueille le siège régional du CIC, montrent la voie : « On l'a bien vu dans ces deux villes, un quartier d'affaires est très profitable et il est nécessaire d'en réaliser un à Strasbourg sans prendre davantage de retard sur nos concurrents. »

Un manque d'attractivité

En septembre dernier, le projet a enregistré son premier succès avec l'annonce par Adidas de son intention de délocaliser son siège et 200 emplois, de Landersheim au Wacken. La marque aux trois bandes emménagera dans un bâtiment de 4800 m² qui devrait être livré fin 2017 ou début 2018, selon Eric Dussier.

Mais Adidas reste l'exception pour le moment. Les pourparlers avec le Crédit Mutuel s'éternisent, même si Eric Dussier se veut confiant : « On espère signer fin mars 2016, ça fait un an qu'on y travaille. »

Outre 40 000 m² de bureaux, la première tranche du quartier d'affaires

comptera 250 logements haut de gamme sur 22 000 m². Ils se répartiront sur deux tours de plus de dix étages au nom vendeur et américanisant de Sky Place.

Cependant, des voix discordantes se font entendre. La responsable d'une agence de conseil immobilier strasbourgeoise se montre sceptique : « Pourquoi avoir amorcé des travaux si denses alors qu'il existe sur Strasbourg des milliers de mètres carrés de bureaux vacants et abandonnés ? On essaye de masquer ce problème par un projet onéreux qui n'était pas indispensable. »

L'opposition municipale, Strasbourg à vos côtés (Les Républicains-Modem-société civile), soulève quant à elle deux questions épineuses. Pour Thierry Roos, la réorientation actuelle est devenue un motif de désaccord. « Nous sommes pour ce quartier d'affaires. Mais, au départ, la priorité était donnée à l'entreprise et à l'Europe, alors qu'il s'orientait de plus en plus vers des logements haut de gamme, regrette-t-il. C'est une vraie preuve de défaitisme, les dirigeants du projet se sont résignés, comme s'il n'était pas possible d'y attirer de grandes entreprises. »

Avis négatif du commissaire

Un autre débat porte sur la circulation. Membre de l'association Kablé, Michel Rosenberg, dénonce « des conditions de circulation difficiles à venir ». « C'est le gros écueil, les habitants passeront par une phase d'adaptation », concède Eric Dussier. Et de regretter que « certains habitants réussissent à bloquer des projets intéressants ». Le chef de mission fait référence au dossier du barreau routier censé relier la rue Fritz-Kieffer à l'A350 sur environ 200 mètres et qui vient de recevoir un avis négatif de Monique Hutter, commissaire-enquêteur. Les associations de riverains redoutent que l'Eurométropole passe outre cet avis.

Alexis De Azevedo et Clémence Dubois



Alexis De Azevedo/CUEJ

Une législative partielle avant 2017

Après la démission d'Armand Jung (PS), les candidats prennent leurs marques à l'occasion des scrutins des 22 et 29 mai. En attendant l'échéance de l'an prochain.

La date de l'élection approche à grands pas. Les candidats pour la législative partielle dans la 1^{ère} circonscription de Strasbourg tractent et multiplient les réunions publiques. La tenue de ce suffrage, les 22 et 29 mai prochain, est liée à la démission du député socialiste Armand Jung, pour raisons de santé. Au PS, malgré l'organisation d'une primaire, un seul candidat a postulé. Il s'agit de l'adjoint au maire de Strasbourg chargé des quartiers, Eric Elkouby, le suppléant du député sortant. « *S'il n'y a aucune autre candidature face à Eric Elkouby, cela s'explique par une forme d'héritage suite au retrait d'Armand Jung. Si on avait été à la fin de la mandature, le jeu aurait été plus ouvert. Les ambitions des uns et des autres auraient eu moins de scrupules à s'affirmer* », analyse Pernelle Richardot, la première secrétaire du PS dans le Bas-Rhin.

Un bastion socialiste

Cette élection présente un véritable enjeu local. Armand Jung, élu depuis 18 ans, a longtemps été le seul député socialiste en Alsace. En 2012, il avait recueilli 62% des suffrages face à son adversaire UMP. « *La gauche se battra pour ne pas perdre cette circonscription car c'est un symbole de la conquête de la gauche en Alsace* », détaille la responsable socialiste. A l'inverse, l'occasion est belle pour la droite de marquer un gros coup en cas de basculement de la circonscription. « *Le symbole est fort. Il représente le changement politique que les Français attendent* », estime le candidat Les Républicains, Jean-Emmanuel Robert. Face à un autre postulant au sein de son parti, le conseiller municipal strasbourgeois a su convaincre facilement la centaine de militants LR de voter pour lui lors de la primaire organisée à la mi-mars. Au Front national, le responsable de la 1^{ère} circonscription de Strasbourg et conseiller régional, Andrea Didelot,



Anthony Halpern / Cuij

est également le seul candidat de sa formation politique. « *Je voulais une double légitimité : le soutien des adhérents et des militants locaux, que j'ai eu à l'unanimité, et celui du siège du parti à Nanterre* », affirme la figure montante du FN local, âgée de 27 ans. Malgré les bons résultats frontistes aux dernières élections régionales, la victoire semble peu probable dans une circonscription qui avait accordé 9,4% à l'extrême-droite au premier tour de 2012. « *On le reconnaît, c'est une élection difficile mais c'est la reconquête du terrain* », admet Jean-Luc Schaffhauser, député européen FN.

Sonder l'électorat avant 2017

Face aux trois principales forces politiques du pays, l'UDI présente son propre candidat, Laurent Py, conseiller départemental. « *Les Républicains ne nous ont pas approchés. Nous n'avons pas de député en Alsace. L'objectif sera d'en avoir au moins un en 2017* », avance Claude Kern, sénateur UDI du Bas-Rhin. Simon Baumert, candidat remplaçant malheureux dans le canton de Strasbourg 1 lors des élections départementales en 2015, portera quant à lui les couleurs d'Europe

■ **Comme Laurent Py, candidat UDI, le 23 mars, c'est le temps de la distribution de tracts au marché de l'Elsau.**

Ecologie-Les Verts. « *Nous avons choisi la candidature en autonomie parce que c'est la meilleure manière de porter les propositions écologistes* », juge la secrétaire régionale d'EELV, Patricia Guéguen. À seulement un an des élections législatives, qui seront organisées en 2017 dans la foulée de la présidentielle, le mandat sera court pour peser sur la politique nationale. En revanche, il s'agit d'un test grande nature. Cette partielle agira comme un marqueur politique permettant de sonder les préoccupations des électeurs. Mais surtout, les candidats jouent gros en vue d'une possible investiture en 2017. « *Il est clair que si la circonscription bascule, Jean-Emmanuel Robert sera automatiquement candidat en 2017. Dans le cas inverse, les cartes seront rebattues* », indique Georges Schuler, secrétaire départemental chez Les Républicains. En clair, et cela vaut sans doute pour l'ensemble des candidats, pour augmenter les chances de se présenter en 2017, mieux vaut déjà occuper le devant de la scène dès 2016.

18 ans

C'est la durée du mandat d'Armand Jung

Anthony Halpern

Réfugiés : Kehl accueille en grand

La cité frontalière accueille en urgence 480 demandeurs d'asile. La ville, les associations et les bénévoles se mobilisent pour offrir un avenir à une population démunie.



Benoît Collet / Cuej

Il y a un an, vous m'auriez parlé des réfugiés, je vous aurais dit "Oui et alors ?" Mais quand on les a vus sortir des bus à minuit, avec leur bébé dans les bras, on s'est dit qu'il fallait faire quelque chose. Sonja Petry, habitante de Kehl, donne de son temps pour aider des familles de réfugiés. Elle héberge deux cousins venus d'Irak, Saïd et et Adam, qui ont été séparés par l'administration allemande. L'un a été enregistré à Karlsruhe, l'autre près de Stuttgart. Elle fait partie des quelque 150 bénévoles qui viennent en aide aux 480 réfugiés accueillis à Kehl. Fin mars, la ville accueillait 3% des migrants au sein de l'Ortenaukreis, l'équivalent d'un département français. Ces derniers sont d'abord enregistrés dans les grandes villes du Bade-Wurtemberg avant d'être répartis dans toutes les communes du Land en fonction de leur taille et de leur richesse. Ils arrivent par bus dans la petite ville commerçante, souvent de manière désordonnée. « Parfois l'Ortenaukreis nous annonce un car de réfugiés et ce sont deux qui arrivent », souligne Annette Lipovski, directrice du cabinet du maire.

La mairie prend en charge leur logement provisoire, le temps que l'Etat examine les demandes d'asile : 140 Afghans, Irakiens, Syriens, mais aussi des Albanais, habitent l'ancienne école professionnelle, au 37 Karlstrasse, reconvertie en centre d'accueil. Un père de famille afghan vit avec une dizaine de personnes dans un dortoir de 30 m², au premier étage de l'école. Il décrit une cohabitation difficile, le manque d'espace. Quelques mois plus tôt, un vieil aveugle syrien a fait une crise d'angoisse quand il s'est retrouvé dans une chambre où personne ne parlait arabe. Il a été relogé. D'autres personnes se partagent des maisons, comme Dahmer, une Irakienne qui habite avec ses deux enfants dans une chambre près de l'école. Deux familles, une syrienne kurde et une russe occupent les autres pièces

Les enfants des réfugiés à Kehl sont tous scolarisés, comme ceux de Dahmer.

4,5

mètres carrés. C'est la surface habitable allouée à chaque réfugié à Kehl

du logement.

Malgré l'installation de nombreux réfugiés dans le même centre d'accueil, la volonté du maire CDU, Tony Vetrano, est de ne pas créer de ghettos. Pour le moment, il a réussi à loger 102 réfugiés sûrs d'obtenir l'asile comme les Syriens, dans des appartements privés, loués par l'Ortenaukreis. « Un des réfugiés dont je m'occupe avait obtenu l'asile depuis quelques jours et il ne savait pas qu'il devait chercher un logement. Une fois le statut obtenu, ils doivent quitter les centres d'accueil », déplore Sonja Petry. Nous continuons à les aider, cette fois à trouver un appartement. Mais les propriétaires sont parfois réticents à louer à des personnes sans salaire fixe. D'autant plus que 400 réfugiés supplémentaires sont attendus avant la fin de l'année à Kehl. « On arrive à la fin de nos réserves foncières. On s'y était toujours refusé mais on commence à envisager l'installation de conteneurs », confie Annette Lipovski. Un propriétaire français s'est manifesté pour louer un terrain qui pourrait accueillir 150 réfugiés dans des conteneurs aménagés, environ 5 m² par personne.

150 bénévoles mobilisés

En plus du recours aux propriétaires privés, la municipalité a fait appel aux bénévoles. À la demande des associations, elle a lancé un site qui centralise les candidatures et coordonne leurs actions. 150 personnes ont répondu à l'appel pour le moment. Ce système permet à des habitants de parrainer un réfugié pour les aider dans leurs démarches quotidiennes. Ils font parfois aussi office de soutien psychologique. Saïd, le Syrien que Sonja Petry a pris sous son aile, est encore traumatisé par la vie sur la route et dans les camps insalubres. Il continue à cacher ses papiers par peur des vols et à faire des réserves de nourriture. « J'ai dû lui expliquer qu'il ne fallait pas cacher les yaourts à

côté du radiateur», explique-t-elle, d'un ton amusé.

Des associations se sont aussi engagées. A la Croix-Rouge, six femmes ont distribué près de 4000 vêtements l'année dernière. D'autres bénévoles se sont improvisés traducteurs, pour accompagner les réfugiés à leurs rendez-vous médicaux ou administratifs. De son côté, l'association évangélique Diakonie se charge de dispenser des cours d'allemand à ceux qui ont obtenu l'asile et qui ne sont pas en âge d'être scolarisés. Avec 7 heures de classe par jour, le rythme est intense. « *Chaque jour un bus gratuit vient nous chercher à notre appartement pour nous amener aux cours d'allemand de Kehl* », précise Mohammed Al Falah qui vit à Kork dans la banlieue de Kehl avec sa femme et ses quatre enfants.

Le parrainage, premier pas vers l'intégration

Mais de nombreuses familles n'ont pas eu la chance d'être parrainées. Dahmer regrette son manque de contact avec la population locale. A son arrivée en Allemagne, elle est restée deux mois dans une école militaire reconvertie en camp, à Hardheim, dans le Bade-Wurtemberg. Une grève de la faim à laquelle elle a participé, a poussé le maire de la ville à fermer le camp devenu insalubre. Elle est alors relogée à Kehl. Les réfugiés, briguebalés d'une ville à une autre, avec parfois des familles séparées, éprouvent encore plus de difficultés à s'intégrer. Heriven, 19 ans, Syrienne d'origine kurde, est restée deux mois à Karlsruhe avant d'être transférée à Kehl : « *La situation est difficile, nous avons noué des relations à Karlsruhe, alors qu'ici je ne connais personne.* »

Pour Ulrike Dassler, journaliste à Arte et marraine d'un groupe de jeunes Syriens, l'intégration sur le long terme ne peut se faire que par l'aide individualisée : « *Il faut initier encore plus la population au parrainage que ce soit d'un groupe, d'un adulte ou d'un enfant. Il faudrait que tout réfugié puisse avoir quelqu'un qui l'aide, qui discute avec lui le soir. Au bout de quatre, cinq mois, je vois chez certains réfugiés une vraie dépression.* » Un mal-être que connaissent des familles dans l'attente d'une décision du tribunal. Celles-ci n'ont pour le moment ni accès aux cours de langue ni au marché du travail. Comme tous les autres enfants de demandeurs d'asile, ceux de Dahmer sont scolarisés. Pendant ce temps, la mère de famille tourne en rond dans sa chambre : « *Je suis toute la journée sur Viber et Whatsapp pour discuter avec ma famille restée en Syrie. Ma tête est ailleurs.* »

Shaza Almaddad, Sarah Bos et Benoît Collet

4000

euros. C'est le prix payé par un jeune Syrien pour la traversée maritime entre la Turquie et la Grèce

6 à 18

mois, le temps d'examen de la demande d'asile

130

logements. C'est ce qu'essaie de débloquer la mairie de Kehl pour reloger les migrants

« Je l'ai un peu agrippée par le cou »

Trois trentenaires comparaissent au tribunal correctionnel de Strasbourg pour violences conjugales.

Merci madame, monsieur du tribunal ». Contre toute attente, c'est avec soulagement qu'Hafid S.A., 35 ans, a accueilli sa condamnation à huit mois d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Strasbourg, dont six avec sursis et mise à l'épreuve pour violences envers son ex-compagne.

Une peine qui aurait pu être plus sévère, le ministère public ayant requis quatre mois ferme. Pourtant, lors de l'audience, Hafid S.A. avait réfuté les accusations : « *Je l'ai un peu agrippée par le cou pour la raisonner lors d'une dispute* », a-t-il tout juste reconnu. Une version appuyée par l'expertise médicale qui atteste d'ecchymoses à la nuque. Mais Hafid S.A. était également accusé de menaces de mort et d'appels malveillants. Des faits qu'il a niés, alors que le président Christian Rothhut a établi une moyenne de 25 appels par jour pendant plus de deux semaines. Pour l'avocate de la défense, M^e Audrey Mauries, « *il n'y a aucune preuve des menaces de mort. C'est la parole de l'un contre l'autre* ». Hafid S.A. a d'ailleurs été relaxé pour ces derniers faits.

Coups de poing, de pied et arrachage de cheveux

valent à Frédéric S., 34 ans de se présenter devant le tribunal ce 10 mars. Il baisse les yeux et reconnaît les faits. Il a bien frappé sa compagne dans un accès de colère lorsqu'il a découvert, dans la nuit du 8 au 9 février, qu'elle envoyait des photos et vidéos « *explicites* », selon le président Christian Rothhut, à un ami.

Recroquevillé, Frédéric S. admet que rien n'allait plus dans son couple depuis un an. Son client « *reconnait avoir un problème* » et « *suit depuis une thérapie* » auprès d'un groupe d'entraide pour gérer sa colère, plaide M^e Yannick Pheulpin. Frédéric S. a écopé de deux mois de prison avec sursis.

Dans le cas de Valon D., c'est une assiette non lavée dans l'évier qui a déclenché l'ire du prévenu. Accompagné d'un interprète, le Kosovar de 36 ans comparaît à la barre pour avoir frappé de nombreux coups de poing son ex-compagne.

L'homme a un casier judiciaire vierge en France. Mais il a déjà été condamné à six mois avec sursis pour des faits similaires au Kosovo envers celle qui s'était réfugiée chez sa sœur à Strasbourg. Divorcé depuis 2013, le couple avait repris la vie commune dans la capitale alsacienne. « *Je ne l'ai jamais violentée* », soutient le prévenu. Mais le témoignage de l'enfant du couple, recueilli par les enquêteurs, atteste de scènes au cours desquelles sa mère se faisait tirer les cheveux par son père. Valon D. dénonce « *une manipulation de son fils* ». En vain. Il est condamné à quatre mois de prison avec sursis et devra verser 800 euros à son ex-compagne au titre du préjudice subi.

Clémence Dubois

■ **La bénévole Sonja Pétry loge temporairement l'Irakien Adam dans son logement personnel.**







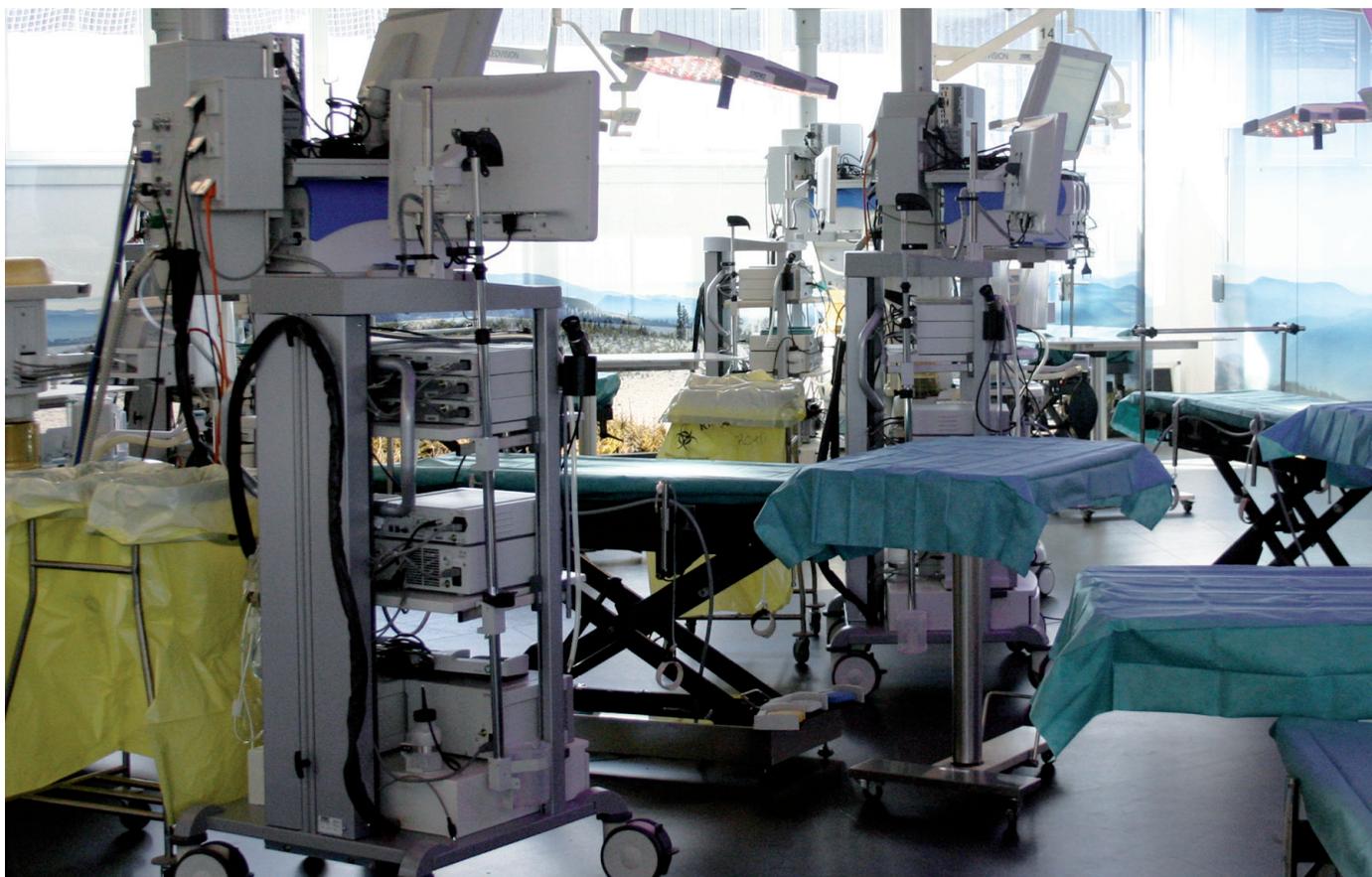
Paniers à la carte (étudiante)

Comme chaque mercredi depuis 2011, à 18h, plus de 200 étudiants font la queue devant le centre Bernanos, à l'Esplanade. Ils attendent l'ouverture du local de l'ASEF (Association pour la solidarité étudiante en France) qui distribue des paniers-repas pour la somme symbolique d'1 euro. Seule condition, détenir une carte étudiante. Les étudiants sont considérés comme une des catégories les plus touchées par la précarité. Plus de 25% d'entre eux déclarent avoir du mal à s'en sortir, selon une enquête de la mutuelle LMDE. L'alimentation est le deuxième poste de dépense annuel pour un étudiant.

C'est la banque alimentaire qui approvisionne l'association avec de la nourriture à un prix réduit. Légumes, viandes ou pâtes constituent la majeure partie des produits distribués. Selon Grégoire Kairys, président de l'ASEF, il est déjà arrivé que les bénéficiaires trouvent du foie gras dans leur panier après les fêtes de fin d'année.

Photos et textes : Robin Droulez





Le high-tech s'invite au bloc

De la chirurgie à la génétique en passant par l'ophtalmologie, la technologie redessine les frontières de la thérapie.

De Charles-Frédéric Gerhardt, scientifique à l'origine, en 1853, du premier modèle d'aspirine, à Jules Hoffmann, prix Nobel de médecine 2011 pour ses travaux sur le système immunitaire inné, Strasbourg cultive une tradition d'innovation médicale. La ville abrite de nombreux laboratoires de recherche et de start-up qui participent à la révolution numérique dans le domaine de la santé.

Parmi les six sites hospitaliers, celui historique de l'Hôpital civil, au cœur de la Petite-France, s'intègre aujourd'hui au projet de campus des technologies médicales. Sur trente hectares, facultés de médecine et de chirurgie dentaire, centres de recherche, jeunes entreprises à la pointe de la e-médecine collaborent. L'un des lieux phares

du Campus TechMed est l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) dont le bâtiment sera inauguré en mai 2016. Centre de recherche, mais aussi lieu d'accueil pour les patients à compter de l'automne, l'Institut est déjà opérationnel à titre expérimental. Il a pour ambition de développer la chirurgie mini-invasive guidée par l'image dans la continuité de ce que fait son voisin, l'Ircad (Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif), depuis 1994.

Des robots pour opérer

Une chirurgie sans ouverture, ni hémorragie, ni cicatrice grâce à des incisions d'une précision de l'ordre du centimètre et l'assistance de robots Da Vinci équipés d'une caméra endoscopique et de trois bras. Dans des blocs

■ Ci-dessus, A l'Ircad, une salle hybride pour former les chirurgiens à travailler avec de nouveaux instruments.

opérateurs dits hybrides, le chirurgien est entouré par la haute-technologie. Ces nouvelles pratiques se fondent notamment sur des progrès en matière d'imagerie médicale. Les chirurgiens travaillent avec un logiciel capable de modéliser en trois dimensions et en couleurs n'importe quelle partie du corps. « À partir d'un scanner ou d'une IRM réalisés sur le patient, je peux visualiser la pathologie virtuellement, faire un diagnostic et simuler l'opération autant de fois que je veux », explique Patrick Pessaux, praticien spécialiste de l'appareil digestif et responsable des formations à l'IHU. Des tumeurs disséminées, des particularités de l'anatomie deviennent plus facilement détectables. Sur son smartphone ou sur une tablette tactile, le praticien, en deux trois clics, fait apparaître l'organe à

150

Le nombre de chercheurs prévus dans le nouveau IHU



Guilhem Dubernet / Cuej

réparer en réalité augmentée. « C'est le clone digital du patient », annonce le chirurgien. Le logiciel est développé par Visible Patient, une start-up hébergée par l'Ircad au sein du cluster des Haras, un pôle de compétitivité regroupant, depuis 2014, de nombreuses jeunes pousses en matière d'innovation thérapeutique.

Casques à réalité augmentée

Le jour de l'opération, après les étapes de simulation virtuelle, Patrick Pessaux s'installe derrière un robot. L'image 3D est alors superposée au corps du patient, permettant au chirurgien de voir les organes en transparence et de reproduire avec précision les gestes testés au préalable. Ces méthodes sont appelées à évoluer encore : les praticiens pourraient bientôt opérer munis de casques à réalité augmentée. L'étape suivante : développer la chirurgie pratiquée à distance. En 2001, le professeur Jacques Marescaux, fondateur de l'Ircad, a réalisé une première mondiale avec une opération de la vésicule biliaire depuis New York sur une patiente qui se trouvait à Strasbourg.

Est-ce à dire que le chirurgien de demain sera remplacé par un robot ? Pour Luc Soler, responsable recherche et développement de l'Ircad, l'automatisation des techniques chirurgicales continuera de se développer pour réduire le nombre d'erreurs dans ce domaine. Il en veut pour nécessité le fait que « chaque année, il y a 60 000 accidents évitables en France, représentant un coût de 200 millions d'euros pour la sécurité sociale ». Mais il rassure aussi. Le chirurgien pourra reprendre la main en cas de panne : « Comme le pilotage automatique dans un avion. Le pilote sait toujours lire une carte pour se diriger. »

Ceil bionique

Autre domaine dans lequel les technologies permettent de développer de nouveaux traitements : l'implantation d'organes artificiels. En ophtalmologie par exemple. Au Centre des affections rares en génétique ophtalmologique (CARGO), quatre patients souffrant de rétinopathie pigmentaire, une maladie responsable de la perte progressive de la vue dont souffrent 1,2 million de personnes en France, ont pu bénéficier de l'implantation de prothèse électronique Argus II.

Ce centre est l'un des trois seuls en France à réaliser la pose de cet implant développé par la société américaine Second Sight Medical Products. L'œil bionique fonctionne par stimulation à partir d'électrodes plaquées sur la rétine, reliées par un ordinateur porté en bandoulière et recevant les informations enregistrées par une caméra fixée sur des lunettes. Grâce à cette technologie, les patients peuvent distinguer des formes en noir et blanc, faire des tâches de la vie courante, s'orienter, voire reconnaître des gros caractères. La prochaine étape consistera à développer des prothèses agissant directement sur le cerveau et non plus par stimulation de la rétine. La technologie serait alors appliquée à un plus grand nombre de patients.

La tendance est aujourd'hui à l'individualisation du soin, notamment grâce à la recherche en biologie moléculaire et en génétique. L'ADN devient l'outil de travail pour soigner le patient. Le but : comprendre, à partir du génome, matériel qui détermine nos cellules, comment chaque individu est susceptible

2012

L'Ircad a réalisé la première cyberchirurgie sur le foie assistée par un robot

2015

Première implantation de l'oeil bionique, Argus II, au CHU de Strasbourg

2

c'est en millions d'euros le montant d'un robot Da Vinci

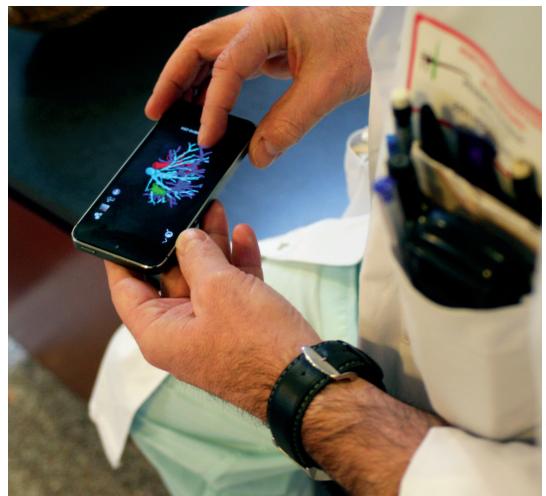
■ Sur son smartphone, le chirurgien peut voir l'organe du patient à opérer modélisé en trois dimensions.

de développer des maladies et de réagir à différents traitements.

Le centre Paul Strauss, spécialisé dans les soins des personnes atteintes de cancer, développe l'oncobiologie. Il s'agit de passer par le séquençage de l'ADN pour détecter quelles mutations génétiques et anomalies moléculaires sont responsables de la maladie. Les soins peuvent ainsi mieux s'adapter selon le type de cancers, privilégier le traitement par voie orale médicamenteuse et éviter les effets secondaires de la chimiothérapie. Pour Patrick Dufour, directeur du Centre Paul Strauss, « le problème reste le coût d'un tel traitement pour lequel il faut compter entre 40 000 et 50 000 euros par an ».

Carte d'identité génétique

« La recherche de l'origine de la pathologie par l'étude du génome existe depuis une centaine d'années, avec la découverte de l'hémophilie, explique Bernard Séraphin, directeur de l'Institut génétique biologie moléculaire cellulaire (IGBMC) qui traite des maladies à partir de la technique du séquençage du génome. Mais aujourd'hui, ce qui prenait cinq ans pour être réalisé prend seulement un jour. Avec le développement de l'informatique, ces techniques ont évolué considérablement ». Se profile dans ce domaine de recherche, l'établissement de cartes génétiques, pratiqué déjà aux États-Unis, qui permettraient d'anticiper une maladie. « Aujourd'hui, on peut s'équiper en kits de séquençage pour déterminer son propre génome. Cela pose toutefois beaucoup de questions : qui aura accès à de telles informations et comment seront-elles utilisées ? »



Marie Berthomé / Cuej

Opéré le matin, rentré pour dîner

En 2014, la chirurgie ambulatoire représentait 44,7% des opérations, contre 32,3% en 2007. L'objectif est d'atteindre les 66% en 2020.

Année	ORL
2009	Adénoïdectomies
2012	Chirurgie du nez
2015	Chirurgie des sinus
2015	Chirurgie du tympan

Année	Stomatologie
2009	Avulsion dentaire
2012	Chirurgie des maxillaires
2015	Exérèse de lésions de la bouche
2015	Fermeture de fistule buccale
2015	Geste sur les glandes salivaires
2015	Plastie de lèvres

Année	Sein
2009	Chirurgie du sein/tumeroctomie

Année	Digestif
2009	Chirurgie anale
2009	Chirurgie des hernies inguinales
2012	Chirurgie des hernies de l'enfant
2012	Chirurgie des hernies abdominales
2012	Cholécystectomie

Année	Urologie
2009	Chirurgie des bourses
2012	Chirurgie des bourses de l'enfant
2012	Cure de paraphimosis
2012	Geste sur la vessie
2012	Geste sur l'urètre
2012	Geste sur l'uretère
2012	Lithotritie extra-corporelle (LEC)

Année	Gynécologie
2009	Chirurgie de l'utérus
2009	Chirurgie du col utérin, vulve, vagin
2009	Prélèvement d'ovocyte
2012	Interruption tubaire

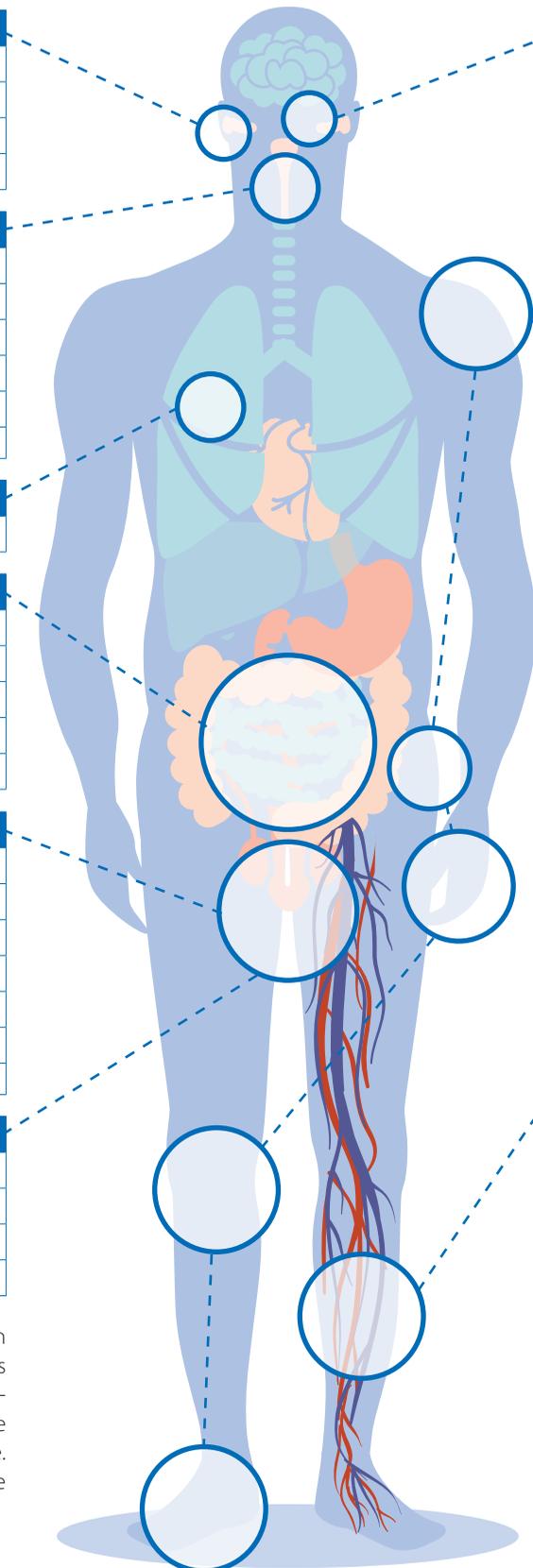
Année	Ophthalmologie
2009	Chirurgie de la conjonctive
2009	Chirurgie du cristallin
2009	Chirurgie pour strabisme
2015	Chirurgie du glaucome
2015	Chirurgie du trou maculaire
2015	Vitrectomie avec pelage de membrane
2015	Vitrectomie postérieure isolée

Année	Orthopédie
2009	Chirurgie de la main : ligaments et tendons
2009	Maladie de Dupuytren
2009	Exérèse de kystes synoviaux
2012	Chirurgie de la main
2012	Chirurgie de l'épaule
2012	Arthroscopie de la cheville
2012/13	Chirurgie du pied
2013	Chirurgie de l'avant-pied
2013	Chirurgie du poignet
2013	Arthroscopies du genou
2017 ?	Arthroplastie du genou pour prothèse totale du genou
2017 ?	Reconstruction du ligament antérieur du genou
2017 ?	Autres opérations de la coiffe des rotateurs
2017 ?	Prothèse de la hanche
2017 ?	Fracture trochantérienne du col du fémur

Année	Vasculaire
2009	Chirurgie des varices
2012	Angioplasties du membre sup.
2012	Angioplasties périphériques
2012	Accès vasculaire
2012	Fistules artérioveineuses

Année	Peau et lambeau
2013	Exérèse de lésions cutanées
2013	Exérèse de lésions sous-cutanées
2013	Perte de substance de l'extrémité céphalique
2015	Perte de substance en dehors de l'extrémité céphalique
2015	Geste secondaire sur lambeau

L'Assurance maladie (CNAMTS), en collaboration avec les sociétés savantes, tient à jour la liste des opérations qui doivent, en priorité, être réalisées en chirurgie ambulatoire. Ouverte en 2009, cette liste comporte aujourd'hui 55 gestes chirurgicaux.



Hippocrate à l'ère des données

Objets connectés et applications de e-santé révolutionnent la relation entre praticien et patient. Cette médecine 2.0 pose des questions d'éthique.

Votre rendez-vous médical de demain pourrait bien se passer depuis votre salon, votre smartphone à la main. C'est en tout cas le projet de beaucoup d'acteurs de la santé qui développent des applications afin de limiter les déplacements chez le praticien grâce à la gestion de données relatives à la santé.

Vividoctor travaille sur une application qui permettra de « réaliser des visites virtuelles avec de vrais médecins », explique Sidar Ok, fondateur de l'entreprise. Le logiciel se chargera d'enregistrer des données médicales telles que la tension ou la glycémie. Il sera ensuite possible de communiquer avec un praticien, sur rendez-vous ou non. Partant du constat que de nombreuses mesures peuvent être prises à la maison, ou que certains soins nécessitent seulement un examen visuel, Sidar Ok et son associé Andrej Zachar veulent supprimer les temps d'attentes en cabinet.

Nombreuses questions éthiques

De son côté, Umanlife développe une application qui permettra d'agréger ses données sur un serveur grâce à des instruments (tensiomètres, podomètres, ...) connectés. À terme, celle-ci sera capable de donner des alertes pour inviter ses utilisateurs à réagir en allant faire de l'exercice ou à prendre rendez-vous chez le dentiste, par exemple.

Tous ces développements posent néanmoins des questions éthiques. Vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins, le docteur Jacques Lucas opère une distinction : « D'un côté, il y a les données de santé que chaque citoyen partage, ce dont il a parfaitement le droit. De l'autre côté, dès qu'elles sont communiquées à un médecin, elles prennent le statut de données médicales, soumises au secret professionnel. » À ses yeux, le fait de mettre des données

sur un serveur sécurisé ayant reçu un agrément de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ne pose pas de problème tant qu'elles sont anonymes. Cependant, dans les hôpitaux, l'échange de données se heurte à l'habitude d'utiliser des fichiers papiers. Les praticiens y sont obligés de jongler entre ordinateurs et classeurs.

Frilosité des services hospitaliers

« Une telle organisation représente des coûts énormes, estime Sébastien Letélié de l'Association Alsace Digitale, alors qu'une informatique bien pensée permettrait d'économiser et de faciliter la tâche du personnel ». Il dénonce la frilosité des services hospitaliers à se moderniser, lui qui a participé au développement d'une application de messagerie en direct entre services pour les Hôpitaux de Strasbourg.

Psychiatre à Strasbourg, le docteur Frédéric Grabli partage cet avis. Avec une équipe de développeurs, il cherche à créer une application dénommée Slack4Health qui serait une plateforme d'échanges entre professionnels de santé : « Aujourd'hui, quand je veux changer une prescription, ça me prend dix minutes alors que cela devrait me prendre 30 secondes. »

Le médecin déplore en outre que les communications se fassent via des canaux non sécurisés, comme les SMS ou les réseaux sociaux, ce qui est théoriquement interdit, « mais toléré puisque c'est tout ce qu'on a ».

Secret médical contre big data

Le problème en soi ne vient pas de la sécurité des échanges. « On peut très bien transmettre des données anonymes, souligne le docteur Jacques Lucas. En revanche, la communication massive d'informations sur différents supports permet des



Guilhem Dubernet / Cueil

In mars, l'Université de Strasbourg accueillait un hackaton. 50 heures de course à l'innovation entre médecins, designers, développeurs et pharmaciens.

recoupements qui peuvent conduire à l'identification du patient et mettre fin au secret médical. » Il rappelle que certaines applications « récoltent des données de santé en profitant des conditions d'utilisation que l'utilisateur accepte sans même les lire. » Leurs promoteurs s'associent souvent à des compagnies d'assurance qui utilisent ces données dans un but commercial. C'est pourquoi la CNIL recommande d'utiliser des pseudonymes et d'éviter les partages automatiques de données sur les réseaux sociaux.

Dossier réalisé par :
Grégoire Alcalay
Marie Berthomé
Guilhem Dubernet
Paul Salin

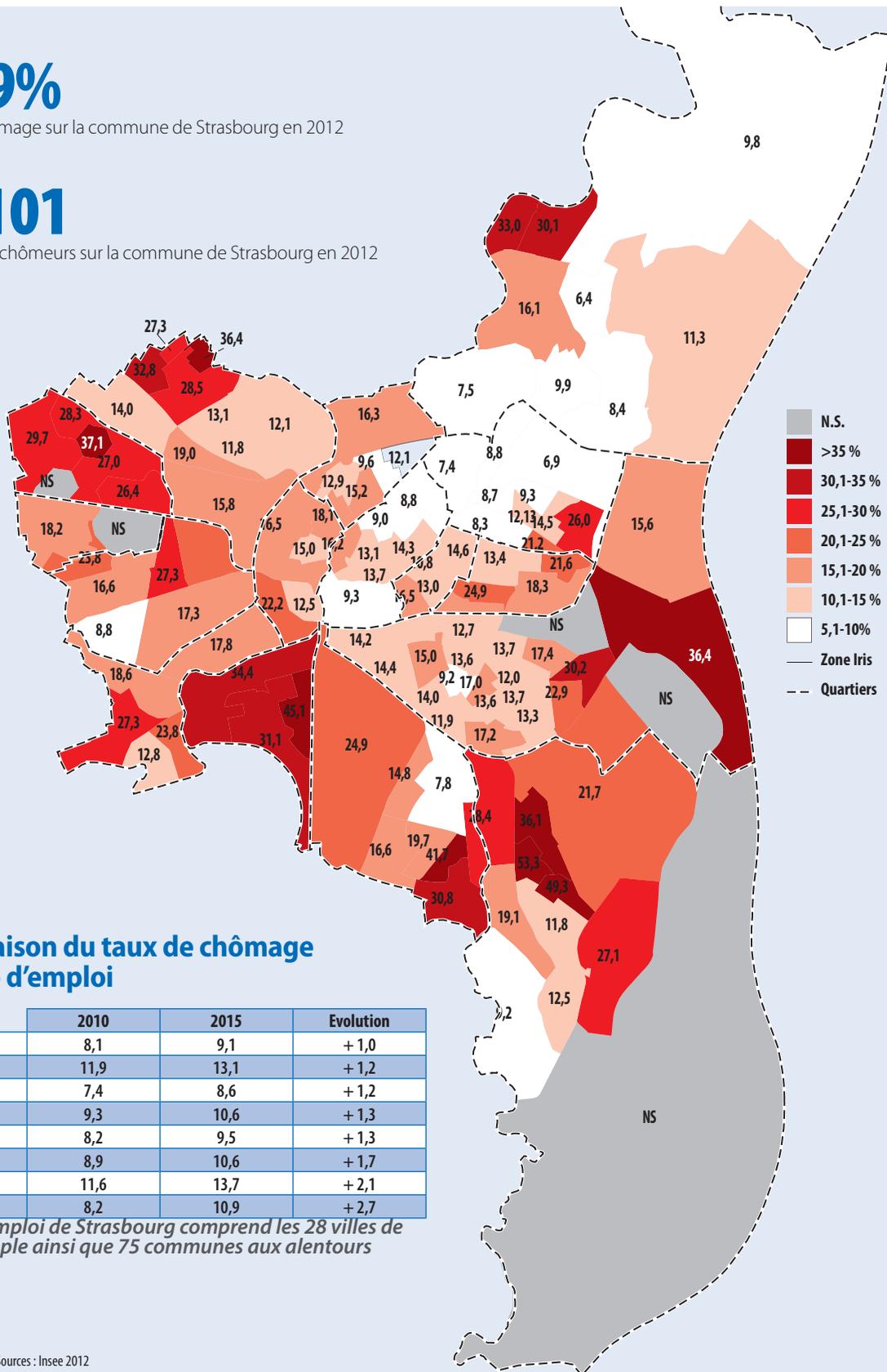
Chômage : la fracture Nord-Sud

17,9%

taux de chômage sur la commune de Strasbourg en 2012

23 101

Nombre de chômeurs sur la commune de Strasbourg en 2012

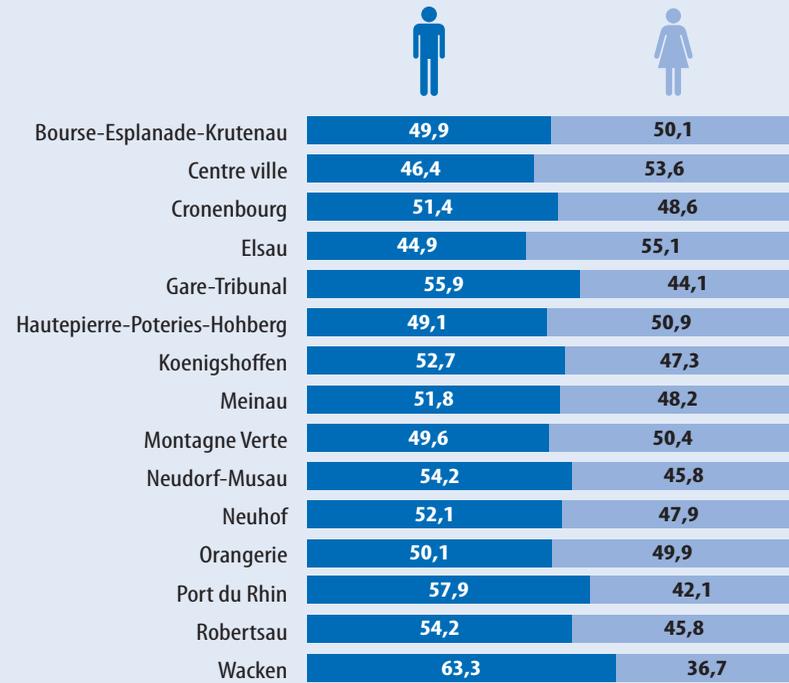


Comparaison du taux de chômage par zone d'emploi

	2010	2015	Evolution
Paris	8,1	9,1	+ 1,0
Marseille	11,9	13,1	+ 1,2
Nantes	7,4	8,6	+ 1,2
Strasbourg	9,3	10,6	+ 1,3
Lyon	8,2	9,5	+ 1,3
Toulouse	8,9	10,6	+ 1,7
Montpellier	11,6	13,7	+ 2,1
Nice	8,2	10,9	+ 2,7

La zone d'emploi de Strasbourg comprend les 28 villes de l'Eurométropole ainsi que 75 communes aux alentours

Le chômage selon le sexe et le quartier de résidence

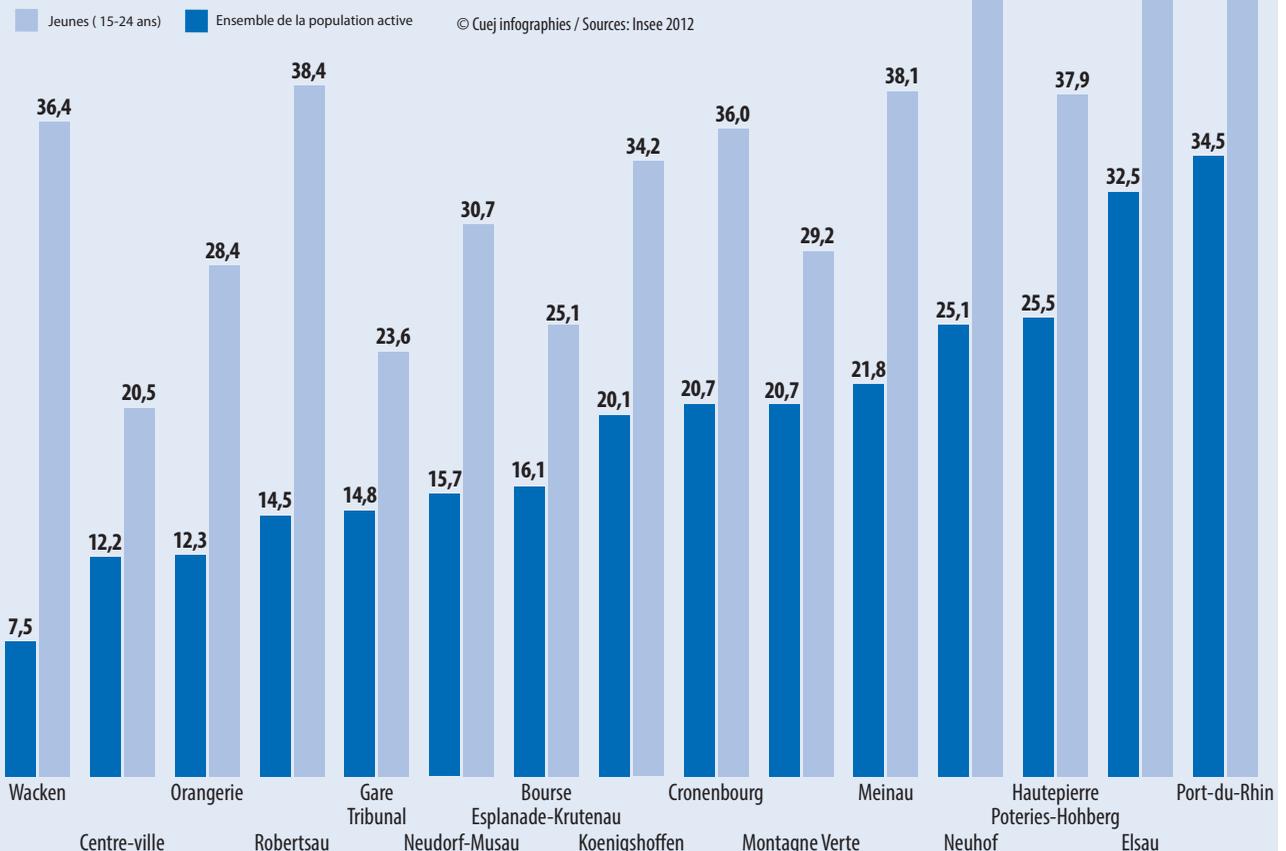


© Cuej infographies / Sources: Insee 2012

Le taux moyen de 17,9% de chômage enregistré à Strasbourg en 2012 cache de nombreuses disparités sociales, géographiques, etc. Alors que le taux de chômage des femmes était supérieur à celui des hommes en 2007 (15,5% contre 15,3%), il est devenu inférieur en 2012 dans un contexte de hausse généralisée : 17,6% contre 18,2%. Le niveau de formation scolaire constitue un facteur important encore plus important. Par exemple, dans la zone urbaine sensible du Neuhof, 21,4% des demandeurs d'emploi sont sortis du système éducatif avant la troisième, contre 12,7% pour la commune de Strasbourg. Enfin, on perçoit aussi des inégalités au sein d'un même quartier. Ainsi, entre l'ouest (13,3%) et l'est (20%) du Neudorf, l'écart du taux de chômage est significatif.

Robin Droulez
Maxime Maréchal

Taux de chômage dans les quartiers de Strasbourg



© Cuej infographies / Sources: Insee 2012

Pernelle Richardot, dame de faire

Engagée depuis 30 ans, l'adjointe au maire de Strasbourg dédie sa vie à la politique. Touchée par la tempête des régionales, elle se relève.

Encore une pétition anti-élus ! » Dans son bureau de maire adjointe du Neudorf, Pernelle Richardot consulte un mail envoyé par un activiste de la nébuleuse autonomiste alsacienne à tous les conseillers de la nouvelle grande région Est, leur intimant de rendre les smartphones fournis après leur élection. Dans le corps du texte, cette incise : « Vous n'êtes peut-être pas toutes ou tous des Pernelle Richardot, sans foi, ni loi, ni moralité !!! » Avec le nom en gras, bien en vue.

Des insultes, Pernelle Richardot en est souvent la cible, mais « la pire semaine de sa vie », c'était en décembre 2015. Celle de l'entre-deux tours des élections régionales, durant laquelle la tête de liste PS dans le Bas-Rhin s'est opposée au Lorrain Jean-Pierre Masseret qui souhaitait le maintien au second tour contre le Front national. Avant d'être élue, « à l'insu de son plein gré », selon le mot d'un militant socialiste de la Robertsau, et de décider de siéger. L'agora 2.0 s'est alors déchaînée contre elle. « Je n'ai pas beaucoup dormi, pas beaucoup mangé durant cette période », confesse cette mère de trois jeunes enfants. Depuis, elle est remontée en selle, à son rythme : du matin au soir, elle fonce et tranche. « Avancer de trois pas, puis reculer de cinq comme le fait Hollande, ce n'est pas ma méthode », affirme-t-elle.

A 26 ans au Conseil municipal

Entrée au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) à 15 ans, en 1986, lors des manifestations contre la loi Devaquet, cette diplômée en économie et en sciences politiques intègre le conseil municipal de Strasbourg en 1997, quand son mentor politique, Catherine Trautmann, le quitte pour devenir ministre de la Culture. A 26 ans, elle en est alors la benjamine. Durant cette période, cette native du Neuhof représente beaucoup le maire lors d'événements en soirée, où les buffets sont légion. Elle se fixe alors



Arnaud Richard / Cuej

■ « Je dois tout à Catherine Trautmann », affirme Pernelle Richardot, devenue à son tour une figure de la gauche strasbourgeoise.

une ligne de conduite : « Jamais d'alcool dans les moments publics. » Pas de temps à perdre dans cette forme de convivialité, Pernelle Richardot a une carrière à mener. « J'ai très tôt fait le choix d'une vie consacrée à la politique », avoue cette élue aux multiples casquettes : maire adjointe en charge du Neudorf ainsi que de la circulation et de l'éclairage public, conseillère régionale et, depuis quelques mois, première secrétaire du parti socialiste dans le Bas-Rhin. Sans parler de ses mandats d'administratrice du Port autonome de Strasbourg et à l'Eurométropole.

Un appétit confirmé par Marie-Hélène Gillig, députée européenne de 1999 à 2004, dont Pernelle Richardot a été l'assistante parlementaire : « C'était une jeune militante, pleine d'ambition, dont l'objectif était d'avoir des mandats. » En 2004, elle est candidate à la Région et y siège à partir de 2009 après le décès d'un colistier vert.

Pas de surplace

C'est en 2012 qu'elle sort de l'ombre, en tant qu'adjointe à l'état-civil, à l'occasion de la création du premier cimetière musulman de France, à la Meinau. Réalisation dont elle dit encore à ce jour « être la plus fière ». Alors président du

Conseil régional du culte musulman, Driss Ayachour, loue son « dynamisme et sa sincérité ». « On ne fait pas de surplace avec elle », ajoute-t-il. « C'est une apparatus qui fait son chemin en interne. Pour qu'elle ait une existence par elle-même, il lui faudrait aller au feu du scrutin uninominal », observe le conseiller départemental Les Républicains de la Meinau, Jean-Philippe Maurer.

C'est cependant dans son propre camp politique que les critiques sont les plus acerbes contre celle qui dit avoir été « poussée » à devenir première secrétaire du PS dans le Bas-Rhin : « Elle nous a fait une comédie larmoyante au soir du second tour des régionales et on paie encore ses conneries sur l'extension du stationnement payant à Strasbourg en début d'année », tacle, sous couvert d'anonymat, un conseiller municipal.

Un ex-membre du PS bas-rhinois, en désaccord avec sa décision de siéger à la Région, affirme que « si un jour elle est tête de liste, on se rappellera des régionales 2015 » avant d'en douter « car l'amnésie collective est importante ». « C'est sûr, pour mon avenir politique, il aurait mieux valu que je la ferme et que je démissionne », confirme Pernelle Richardot. Bravache, elle assume à sa façon. Cash.

Arnaud Richard

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :

Nicole Gauthier

ENCADREMENT :

Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Alain Peter

RÉDACTEUR EN CHEF :

Guilhem Dubernet

ICONOGRAPHIE :

Robin Droulez

RÉALISATION :

Grégoire Alcalay,
Shaza Almadad,
Marie Berthomé,
Sarah Bos,
Benoît Collet,
Alexis De Azevedo,
Robin Droulez,
Guilhem Dubernet,
Clémence Dubois,
Anthony Halpern,
Maxime Maréchal,
Arnaud Richard,
Paul Salin

PHOTO DE UNE :

Robin Droulez

INFOGRAPHIE :

Robin Droulez,
Maxime Maréchal,
Paul Salin

MAQUETTE :

Daniel Muller

IMPRESSION :

Imprimerie de l'Université de Strasbourg.

ISSN 2268-7602.